



Voix des Citoyens pour le Changement

.....
Observation Forestière
dans le Bassin du Congo



FOURNI AVEC LE SOUTIEN FINANCIER DE L'UNION EUROPÉENNE

Contexte de l'action

PARTICIPATION DES ACTEURS NON ÉTATIQUES À LA GOUVERNANCE FORESTIÈRE, FLEGT ET REDD+¹

Une société civile autonome, y compris les populations autochtones et les communautés locales, ayant la capacité d'accéder et d'analyser les informations, de faire le suivi de la gouvernance forestière, notamment des politiques d'utilisation des terres forestières, de faire des recommandations et de responsabiliser les gouvernements, est un élément clé pour améliorer la gouvernance des forêts et des terres. Ce postulat est au centre des processus d'Application des Règlements Forestières, Gouvernance et Echanges Commerciaux (FLEGT) et de Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (REDD +).



L'ampleur et le rythme actuels de la déforestation et de la dégradation des forêts sont alarmants

Sachant que les politiques forestières et foncières sont exposées à la corruption², la transparence et la responsabilisation liées à la mise en œuvre du FLEGT et de la REDD + sont essentielles à la crédibilité et à la viabilité de ces deux processus. L'ampleur et le rythme actuels de la déforestation et de la dégradation des forêts sont alarmants. Cela a un impact négatif non seulement au niveau local - sur les économies locales, les moyens de subsistance communautaires et sur les biens et services écosystémiques fournis aux populations locales (produits forestiers ligneux et non ligneux, climat local, disponibilité de l'eau, protection contre l'érosion et les catastrophes naturelles) - mais aussi à l'échelle mondiale, en particulier sur les changements climatiques et la biodiversité, la désertification et la réduction de la pauvreté. On estime que l'agriculture constitue la cause

de près de 80% de la déforestation dans le monde³. Une analyse récente suggère que près de la moitié de la déforestation totale des forêts tropicales entre 2000 et 2012 était due à la conversion - probablement illégale - de forêts pour l'agriculture commerciale et qu'un quart était le résultat direct de la conversion, potentiellement illégale, des forêts en terres agricoles pour les marchés d'exportation. Bien que la conversion ait principalement pour but de défricher les forêts pour l'expansion agricole, des quantités importantes de bois tropicaux proviennent de ces zones de conversion, ce qui soulève des questions sur l'illégalité possible du bois récupéré de ces zones ainsi que des denrées agro-alimentaires qui y sont produites. Une feuille de route pour progresser vers la bonne gouvernance nécessaire à la réussite de la mise en œuvre de REDD +,

1. Document d'Action de l'Union Européenne (2015) Participation des Acteurs non Etatiques à la gouvernance forestière, FLEGT et REDD+ - N° CRIS: DCI-ENV/2015/38120.

2. http://www.transparency.org/news/feature/to_conserve_forests_climate_funds_must_cut_out_corruption.

3. Biens de consommation et déforestation : Analyse de l'ampleur et de la nature de l'illégalité de la conversion des forêts pour l'agriculture et les plantations - Sam Lawson.

4. Cet ensemble de principes et de critères a été élaboré comme la réponse du Programme ONU-REDD aux garanties pour la REDD + conclue à la COP16 de la CCNUCC à Cancun.

est en cours d'élaboration⁴. Elle doit surtout faire l'objet d'une appropriation et être comprise par un large éventail de parties prenantes dans les pays concernés, en évitant les conflits d'intérêts qui pourraient survenir si, par exemple, les gouvernements ou les acteurs non étatiques étaient livrés à eux-mêmes pour faire le suivi et évaluer leur propre performance.

Il est noté que l'observation des forêts contribue à la lutte contre la corruption, à la réduction des activités illégales et à l'amélioration de la responsabilité dans le secteur forestier. Bien que de telles activités d'observation aient été mises en œuvre principalement dans le contexte de l'exploitation et du commerce industriels du bois, son potentiel pour améliorer la gouvernance forestière a intéressé certains acteurs qui mènent des activités d'observation indépendante dans d'autres domaines de la gestion des forêts et des terres forestières, comme par exemple dans le domaine de la REDD+.

Soutenir une plus grande capacité des parties prenantes à créer des systèmes d'information ouverts et accessibles répond à une demande croissante de transparence dans les politiques forestières et d'utilisation des terres. L'utilisation de ces informations à travers des activités telles que l'observation participative des forêts permet aux citoyens d'observer comment fonctionnent dans la pratique les systèmes officiels de gouvernance et de faire pression pour apporter des améliorations si nécessaire.

L'observation participative des forêts évalue la gouvernance forestière et la conformité

juridique dans le secteur forestier. En tant qu'outil d'amélioration de la gouvernance forestière, l'observation participative des forêts est menée en utilisant diverses approches et en impliquant différents groupes de parties prenantes dans des pays spécifiques. Elle est l'un des principaux axes de travail de nombreux acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Volontaire (APV). Dans plusieurs pays partenaires de l'APV, des observateurs indépendants ont établi des réseaux solides aux niveaux national et infranational et ont renforcé leur crédibilité en tant qu'organisations sentinelles. Bien qu'étant seulement à leurs débuts, les échanges régionaux sont de plus en plus fréquents et il existe un intérêt à créer des réseaux plus formels dans et entre les régions.

Les APV soulignent l'importance du rôle de l'observation participative des forêts en affirmant les droits des citoyens à l'accès à l'information sur le secteur forestier, par l'introduction de l'utilisation de mécanismes de plainte et en prévoyant que les observateurs indépendants soient une source d'information pour l'audit indépendant du système de vérification de la légalité du bois établi en vertu de ces Accords. Comme la mise en œuvre de la REDD + et du FLEGT progresse sur le terrain, les pays partenaires reconnaissent de plus en plus la nécessité de systèmes et de processus ouverts et transparents, et la capacité de la société civile et des parties prenantes (notamment par exemple les titulaires de droits, les agriculteurs, le secteur privé, les universitaires) à s'engager efficacement dans ces processus. Le projet propose de répondre à ces besoins dans 5 pays du BC.

Le contexte du projet

L'observation indépendante des activités forestières se trouve à des stades très différents dans les cinq pays ciblés. Au **Cameroun**, les projets officiels d'observation indépendante des forêts ont pris fin en 2013, depuis lors, la Société Civile a du mal à surveiller le secteur, en grande partie à cause du manque de ressources. En conséquence, on signale une augmentation des cas de corruption et d'illégalités. En **République du Congo**, la loi forestière de 2014 fournit un mandat pour la mise en œuvre de l'observation indépendante des forêts par la Société Civile dans le cadre de l'APV. CAGDF a pris le relais de REM comme observateur des forêts mandaté en 2013 mais elle est intervenue seule en grande partie. La promotion d'un cadre de surveillance plus large et décentralisé, en incluant l'interaction avec l'évolution de la stratégie nationale REDD+, est un axe clé de l'Action dans ce pays. En **RCA**, on a enregistré des progrès limités avec l'APV en raison du récent conflit armé. Bien que l'OIF-SC soit prévue dans les textes de l'APV, elle n'en est encore qu'à ses débuts dans ce contexte de post-

conflit, et la SC est relativement «jeune» avec des compétences et des savoir-faire peu développés. En **RDC**, les négociations sur l'APV ont complètement stagné, mais le pays a réalisé les progrès les plus significatifs dans le Bassin du Congo avec la REDD+. L'OIF mandatée est conduite par OGF. Malgré ses efforts dans le suivi de la gouvernance forestière, il subsiste un important manque d'appréciation et d'acceptation de l'OIF parmi les décideurs du Bassin du Congo. Au **Gabon** et en **RCA** par exemple, il existe un manque de connaissance sur l'OIF alors qu'au Cameroun, il y a une réticence du gouvernement et du secteur privé à collaborer avec les observateurs indépendants. Les autorités forestières traitent rarement les résultats de la surveillance et le rôle même de la société civile dans la surveillance est toujours contesté. De plus, le secteur privé, les législateurs, les comités de lutte contre la corruption, les importateurs et les autorités compétentes (AC) en Europe ne tiennent pas suffisamment compte des activités de surveillance menées par la SC, les PA et les communautés.

Voix des Citoyens pour le Changement

OBSERVATION FORESTIÈRE DANS LE BASSIN DU CONGO

Détails du Projet

Date du début: 1 Janvier 2017
Date de fin: 31 Décembre 2020
Durée: 4 ans
Montant: 6.5m d'euros
Bailleurs: L'Union Européenne (80%); WRI et l'Université de Wolverhampton.

Objectif Global

Renforcer la contribution des Acteurs Non Etatiques (ANE) – Organisations de la Société Civile (OSC), Populations Autochtones (PA) et communautés locales – à l'amélioration de la gouvernance forestière et à la gestion durable des forêts (GDF) dans 5 pays du Bassin du Congo.

Objectif Spécifique

L'objectif spécifique est que les ANE cibles devenus forts et efficaces font le suivi de la gouvernance forestière et du changement d'affectation des terres forestières, informent les processus pertinents, en particulier FLEGT et REDD+, et contribuent à l'efficacité des réponses des agences d'application des lois et d'élaboration des politiques.



Les communautés dépendantes des forêts, les femmes et les groupes de populations autochtones sont au cœur de la réussite de cette Action

Groupes Cibles du Projet

- Six OSC nationales partenaires dans cinq pays et l'organisation régionale FLAG;
- Huit plateformes FLEGT et REDD + SC / PA et plateformes des communautés forestières dans les pays du projet - comprenant plus de 500 organisations membres;
- 30 OSC régionales impliquées dans l'observation indépendante des forêts (OIF);
- Autorités des gouvernements nationaux et locaux; Institutions FLEGT / REDD +; Médias, législateurs, Autorités compétentes (AC) en Europe et acteurs du secteur privé.

Les communautés dépendantes des forêts, les femmes et les groupes de populations autochtones sont au cœur de la réussite de cette Action. Ils serviront d'observateurs communautaires, signalant les cas d'illégalité aux observateurs externes et mandatés. Ils participeront aux structures APV/REDD+, défendront leurs positions et s'engageront auprès des responsables de l'élaboration des politiques et des décideurs.

Les organisations communautaires locales et nationales seront des membres clés des partenariats ANE multi-acteurs.

Les plateformes nationales de la Société Civile bénéficieront du renforcement des capacités du CIDT et des codemandeurs nationaux pour jouer efficacement leur rôle. Ils s'appuieront sur des preuves indépendantes d'observation des forêts pour élaborer des politiques et des positions de plaidoyer et s'engager auprès des responsables de l'élaboration des politiques et des décideurs et pour faire le suivi de leurs réponses.

Les autorités nationales bénéficieront de l'identification des critères, des indicateurs et des méthodologies les plus pertinents pour le suivi du FLEGT, de la REDD+ et du changement d'affectation des terres..

Résultats Attendus

1 Augmentation de la capacité organisationnelle et opérationnelle des ANE à entreprendre le suivi de la gouvernance forestière, de l'affectation des terres et des garanties de la REDD+.

Pour y parvenir, nous allons:

- 1.1 Mener des analyses de besoins en renforcement des capacités organisationnelles et opérationnelles
- 1.2 Concevoir et offrir un soutien adapté aux besoins des organisations et au développement opérationnel des codemandeurs nationaux
- 1.3 Effectuer une analyse de marché et de croissance pour le FLAG
- 1.4 Élaborer et exécuter un programme d'appui à l'observation des forêts en faveur des organismes de surveillance
- 1.5 Mener un audit sur les questions de genre et soutenir l'intégration de la dimension de genre par les codemandeurs et les organismes d'observation des forêts
- 1.6 Elaboration et dispense d'un programme de formation des formateurs (FoF) pour les codemandeurs

2 Amélioration de la qualité et de la disponibilité des informations de sources indépendantes sur la conformité aux normes juridiques en matière forestière et foncière.

Pour y parvenir, nous allons:

- 2.1 Collaborer avec les parties prenantes nationales afin de déterminer les domaines prioritaires de surveillance forestière dans chaque pays
- 2.2 Analyse des politiques et des législations nationales pertinentes
- 2.3 Élaborer, re-examiner et actualiser 5 stratégies OIF nationales
- 2.4 Définir et harmoniser les indicateurs FLEGT et REDD+ et les méthodologies d'observation
- 2.5 Entreprendre 80 missions de surveillance forestière y compris des missions conjointes FLEGT et REDD+
- 2.6 Effectuer un suivi permanent sur les questions prioritaires telles que les engagements en matière de transparence, le changement d'affectation des terres, les garanties REDD+, les droits des femmes, la participation
- 2.7 Soutenir l'assurance qualité des productions en matière d'observation forestière
- 2.8 Compiler, publier et communiquer des résultats et des analyses de qualité en matière de surveillance forestière sur la plateforme en ligne de l'Initiative pour la Transparence Forestière
- 2.9 Soutenir l'engagement actif des médias dans la gouvernance forestière et la communication des résultats de l'observation forestière

3 Des réseaux viables, constructifs et durables d'ANE locaux bien informés, avec un accroissement de la coopération transfrontalière et des échanges d'informations.

Pour y parvenir, nous allons:

- 3.1 Entreprendre une cartographie et une analyse des capacités des principales plateformes de la société civile
- 3.2 Fournir un appui ciblé pour améliorer le fonctionnement et la durabilité des réseaux et plateformes de la société civile et leurs capacités à consulter, informer et collaborer avec les communautés dépendantes des forêts, particulièrement les femmes et les jeunes
- 3.3 Elaborer une communauté de pratiques sur la surveillance des forêts au sein et entre les plateformes nationales des ANE
- 3.4 Faciliter et promouvoir le dialogue et les synergies entre les acteurs FLEGT et REDD+ nationaux et régionaux
- 3.5 Organiser des forums régionaux multipartites d'échange d'information et d'apprentissage
- 3.6 Etablir des données probantes pour l'OIF et renforcer les relations entre les réseaux d'ANE et les institutions universitaires

4 Participation effective, représentation, plaidoyer et engagement des ANE dans les processus de la politique forestière nationale, y compris FLEGT et REDD+.

Pour y parvenir, nous allons:

- 4.1 Elaborer et promouvoir des actions visant à améliorer l'étendue, la qualité et une répartition proportionnelle entre les genres dans la représentation des ANE aux processus décisionnels et politiques existants
- 4.2 Renforcer les capacités pour un plaidoyer collectif au niveau des plateformes
- 4.3 Etablir et consolider des partenariats nationaux stratégiques pour influencer efficacement
- 4.4 Instaurer un dialogue entre la surveillance des forêts, les autorités compétentes du RBUE, les agences REDD+, les importateurs en Europe, le secteur privé national et d'autres parties prenantes

Le Partenariat

Le consortium inclut des organisations nationales d'observation mandatée (CAGDF et OGF), et d'observation externe et indépendante (Brainforest, CED, CIEDD, et FODER) dans le Bassin du Congo, travaillant aux côtés de deux organisations internationalement respectées et neutres (CIDT et WRI) ayant la capacité d'établir des liens entre les observateurs et ceux qu'ils cherchent à influencer en particulier les gouvernements et le secteur privé.

Les codemandeurs nationaux de cette action sont les acteurs clés de la surveillance forestière dans leurs pays avec une expérience considérable et une expertise technique dans le suivi du FLEGT, de la REDD+ et des changements d'affectation des terres. Ils occupent des positions stratégiquement importantes au sein des réseaux nationaux de la Société Civile, ce qui en fait des relais idéaux pour le renforcement des capacités d'autres ANE.



Les codemandeurs nationaux de cette action sont les acteurs clés de la surveillance forestière dans leurs pays

Partnaires Internationaux

The Centre for International Development and Training (CIDT)

Le CIDT représentera l'équipe du projet auprès du bailleur de fonds, assurera la gestion financière et administrative générale de la subvention, coordonnera et appuiera les activités, en mettant l'accent sur le développement des capacités, en facilitant la mise en réseau et en favorisant l'apprentissage des leçons et le partage des bonnes pratiques entre les membres des consortiums et au-delà. Nous conduirons l'établissement de partenariats ANE-gouvernements, l'élaboration des protocoles de formation et la facilitation de la coopération et de la communication entre les ANE et les autorités locales et le secteur privé. Le CIDT possède plus de 4 décennies d'expérience dans le renforcement des capacités des OSC et des organismes gouvernementaux dans le domaine de la gestion des ressources naturelles (GRN). Il a la capacité de gérer de grands projets et programmes multinationaux aux normes internationales, y compris les subventions financées par l'UE dans le Bassin du Congo.

World Resources Institute (WRI)

WRI est un organisme mondial de recherche de premier plan spécialisé dans la gestion des ressources naturelles, avec une présence établie dans le Bassin du Congo. WRI réunit l'Observatoire Mondial des Forêts (GFW) ainsi que l'Initiative pour la Transparence Forestière (FTI) - toutes deux destinées à catalyser une augmentation radicale de la transparence et de la capacité à gérer les forêts du monde. L'ensemble des applications de WRI constitue l'une des plus grandes bases de données en ligne d'accès libre sur l'observation des forêts - reliant les données des satellites à celles provenant des acteurs sur le terrain. WRI travaillera avec le CIDT et FLAG pour compiler, analyser et publier toutes les observations et rapports d'observation indépendante via les plateformes en ligne GFW et FTI. WRI a établi des accords (MOU) avec tous les gouvernements nationaux du Bassin du Congo - améliorant l'accès à l'information officielle sur les forêts. Sa filiale "Forest Legality Initiative (FLI)" - www.forestlegality.org - transmettra les résultats de la surveillance aux acteurs des États-Unis, de l'UE, d'Asie et d'Amérique du Sud / Centrale - conduisant à un impact de l'Action bien au-delà des frontières des 5 pays cibles.

Cameroun

The Field Legality Advisory Group (FLAG)

Le FLAG fournira une assistance technique et un renforcement des capacités aux codemandeurs nationaux en matière d'OI et opérationnalisera la plateforme régionale OI-FLEG et OI-REDD. Basé au Cameroun, le FLAG est la principale organisation régionale d'OIF dans le Bassin du Congo. Il regroupe les meilleurs experts de la région, avec des liens solides avec toutes les organisations travaillant sur l'OIF. L'un des objectifs clés de cette Action est de renforcer la capacité du FLAG à devenir le point de référence régional et le Centre d'Excellence de l'OI-FLEG et de l'OI-REDD+.

Centre pour l'Environnement et le Développement (CED)

Le CED possède plus de 25 ans d'expérience dans la gouvernance forestière, y compris l'observation des forêts et l'analyse des politiques, en particulier sur la conversion des forêts, les droits des populations autochtones et REDD+. Le CED jouera un rôle important dans la mise en œuvre de cette Action au Cameroun, et fournira un appui au renforcement des capacités des partenaires nationaux et des plateformes de la SC dans d'autres pays du projet. CED coordonne la plateforme nationale de la SC au Cameroun et le Réseau Africain des Droits des Communautés (ACRN). Il a également établi le premier observatoire des terres (OBSTER) au Cameroun avec un système national d'observateurs locaux.

Forêts et Développement Rural (FODER)

FODER est une organisation compétente et innovante ayant une expérience établie en matière d'observation indépendante externe, de lutte contre la corruption et de suivi de la mise en œuvre des Annexes sur la transparence de l'APV. Elle a contribué à la mise en place de la coordination nationale de 12 organisations et a développé le « Système National d'Observation Indépendante Normalisé » basé sur les normes de qualité ISO qui a impliqué l'élaboration d'un guide de suivi REDD+ avec le Ministère de l'Environnement. FODER a mené avec succès plusieurs projets d'observation des forêts au Cameroun. Elle dirigera l'observation indépendante des forêts et le renforcement des capacités d'un réseau d'observateurs plus large.

Gabon

Brainforest

Avec 18 ans d'expérience, est l'ONG leader au Gabon et dirige la plateforme nationale de la SC. Brainforest dirigera la mise en œuvre des activités de l'Action au Gabon. Il entreprendra des missions régulières d'observation des forêts et mènera des activités de plaidoyer auprès des plateformes nationales des ANE et d'autres parties prenantes.

République du Congo

Cercle d'Appui à la Gestion Durable des Forêts (CADGF)

CAGDF est l'organisation codemanderesse nationale en République du Congo et dirigera l'OIF et le renforcement des capacités d'un réseau plus large d'observateurs. Elle bénéficiera également du renforcement des capacités organisationnelles et opérationnelles du CIDT et du FLAG. En tant qu'observateur indépendant mandaté de l'APV depuis 2013, elle a contribué au développement de méthodologies d'observations indépendantes externes et de la REDD+, en collaborant avec le FLAG et EFI.

République Démocratique du Congo (RDC)

Observatoire de la Gouvernance Forestière (OGF)

OGF est l'OSC la plus expérimentée travaillant sur l'observation indépendante en RDC. Elle est l'observateur indépendant mandaté de l'APV et a joué un rôle déterminant dans le développement de méthodes indépendantes d'observation indépendante et de REDD+ en collaboration avec le FLAG et EFI. Elle assurera l'observation des forêts, dispensera des formations pour les magistrats et le personnel du contrôle forestier, mettra en place un réseau d'observateurs indépendants dans les provinces et collaborera avec les plateformes nationales de la SC.

République centrafricaine (RCA)

Centre pour l'Information Environnementale et le Développement Durable (CIEDD)

Le CIEDD est l'organisation codemanderesse nationale en RCA et dirigera l'observation indépendante des forêts et le renforcement des capacités d'un réseau d'observateurs plus large. Elle occupe une position stratégique parmi les ONG membres de la plateforme Gestion Durable des Ressources Naturelles et de l'Environnement (GDRNE) et joue un rôle très actif dans l'APV et l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives. Elle est l'organisation la plus expérimentée dans le suivi de la gouvernance forestière en RCA.

Pour les renseignements concernant le projet, veuillez contacter

Centre for International Development and Training (CIDT)

University of Wolverhampton, Telford Innovation Campus, Shifnal Road, Priorslee, Telford, TF2 9NT, UK

Contact: Dr Aurelian Mbzibain

+44 01902 323 140 • a.mbzibain2@wlv.ac.uk • cv4c-forestmonitoring@wlv.ac.uk • www.cidt.org.uk/cv4c

Coordonnées des partenaires du projet

Brainforest

BP 23 749, Quartier Ambowé, Libreville, Gabon

Contact: ESSONO ONDO Protet Judicial

+24107419922 • +24106559126

protet@brainforest-gabon.org

essono.ondopj@gmail.com • esnopj@yahoo.fr

www.brainforest-gabon.org

Centre pour l'Environnement et le Développement (CED)

PO BOX 3430, Etoa-Meki, Yaoundé, Cameroon

Contact: Téodyl Nkuintchua

+237 674 37 96 43 • nkuintchua@yahoo.fr

www.cedcameroun.org

Centre pour l'Information Environnementale et le Développement Durable (CIEDD)

BP: 120, Bangui, Central African Republic (CAR)

Contact: Jean Jacques U. MATHAMALE

+236 72 56 65 32 • +236 75 00 37 74

mathamale05@yahoo.fr

Cercle d'Appui à la Gestion Durable des Forêts (CAGDF)

43, Rue Nkounkou Auguste Moukoundzi-Ngouaka, Brazzaville, Republic of Congo, PO BOX 254

Contact: Lambert MABIALA

+242 068209451 • +242 055592329

lambertmabiala@yahoo.fr

Field Legality Advisory Group (FLAG)

PO BOX 4269, Rue Tsoungui Oloa, Mfandena, Omnisports (Titti Garage), Immeuble Ila Grace Divine, 2 Etage, Porte 21, Yaounde, Cameroon

Contact: Serge C. MOUKOURI

+237 222 218 846 • +237 699 680 964

moukouri@flag-cm.org • www.flag-cm.org

Forêts et Développement Rural (FODER)

Immeuble SNV, PO BOX 11417, Yaounde, Cameroon

Contact: MBENDA Epe LEUNKEU Rosette

00 237 651 267 812 (Office)

00 237 651 267 812 (Gsm)

foder4dev@gmail.com • r.mbendal@gmail.com

www.forest4dev.org • www.forestmedia.org

www.oie-cameroun.org

Observatoire de la Gouvernance Forestiere (OGF)

12ème étage Immeuble BCDC, Boulevard du 30 Juin, Kinshasa-Gombe, Democratic Republic of Congo

Contact: Essylot LUBALA

+243 99 99 107 95 • essylotl@gmail.com

www.ogfrdc.cd

World Resources Institute (WRI)

10 G Street NE Suite 800, Washington, DC 20002, United States of America

Contact: Marie Vallee

Marie.Vallee@wri.org • www.WRI.org

Obtenez des mises à jour à www.cidt.org.uk/cv4c
ou en suivant @eucv4c sur Twitter

